REPONSE du Maire du BOURGET (*)

Au delà du constat que la situation financière est saine et en nette amélioration par rapport au précédent contrôle, la Chambre formule des recommandations et des appréciations dont nous tiendrons naturellement le plus grand compte.

Je souhaite simplement préciser ma position concernant le besoin d'une prospective financière. Je crains en effet de n'avoir pas été assez précis dans ma réponse précédente et d'avoir laissé penser que je n'en partagerais pas la nécessité.

Au contraire, nous avons à la fin de l'été dernier sélectionné dans le cadre d'un Marché à Procédure Adaptée un cabinet spécialisé et cette prospective est en cours de réalisation.

L'ambiguïté tenait à ce que la ville entrant dans une période de remontée de ses bases de taxe professionnelles, j'avais estimé utile de pouvoir prendre en compte ces éléments prévisionnels majeurs dans la prospective à établir. D'où l'affirmation que nous tenions à établir la prospective dès lors que nous disposerions de ces prévisions de taxe professionnelle future, condition largement réalisée aujourd'hui.

Ma réponse précédente, sans doute peu claire sur ce point, valait pour le passé.

Deuxième point, concernant l'évolution de l'endettement en pourcentage, je veux rappeler que la dette avait précédemment été très fortement réduite, faute de pouvoir alors emprunter et devant la nécessité drastique de limiter les dépenses. Dès lors la progression peut paraître élevée, mais la baisse antérieure l'était également.

Pour autant, c'est évidemment un sujet que nous suivons tout particulièrement et nous prenons note de vos observations. La remontée de notre taxe professionnelle doit permettre de restaurer l'autofinancement et de stabiliser le recours à l'emprunt. Celui-ci s'est inscrit dans la perspective de relancer la ville, condition nécessaire à l'implantation d'entreprises et donc à la création de nouvelles recettes.

Enfin, concernant les missions du collaborateur de cabinet, la chambre souligne que celles-ci, décrites dans des notes de services, doivent l'être dans l'arrêté de nomination lui même. Bien évidemment nous nous y conformerons, en précisant ses missions mêmes ne sont pas en cause.

(*) *Cette réponse jointe au rapport engage la seule responsabilité de son auteur, conformément aux dispositions de l'article L.241-11 du Code des juridictions financières.*